

Gérald Fortin (1928-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1982)

“Les mots pour le dire”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Gérald Fortin, "**Les mots pour le dire**".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, **Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau**, pp. 357-360. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1982, 441 pp.

M. Gérald Fortin (1928 - 1997) était sociologue à l'Université Laval.

Avec l'autorisation formelle de Mme Andrée Fortin, réitérée le 6 janvier 2004, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*. Mme Fortin nous a autorisé à diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin.

andree.fortin@soc.ulaval.ca



Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.



Gérald Fortin (1982)

“« Les mots pour le dire.”



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, **Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau**, pp. 357-360. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1982, 441 pp.

Gérald Fortin (1982)

“Les mots pour le dire”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, **Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau**, pp. 357-360. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1982, 441 pp.

*Au commencement était le verbe...
On fait pas du vin nouveau dans de vieilles outres*

Dans un article déjà ancien ¹, j'évoquais la difficulté de repenser une société avec le vocabulaire et la langue d'une société qu'on veut dépasser ou remplacer. J'évoquais aussi la puissance constructrice ou révolutionnaire de la langue de tous les jours, en particulier de la langue orale, une fois qu'on l'a dépouillée de ses symboles contraignants et aliénants.

Ma position principale était que la langue n'est pas simplement un code permettant l'efficacité mais surtout une structure de symboles permettant de réorganiser la réalité en rêves et en objectifs ; cette réorganisation permettant à son tour une action transformatrice sur la réalité et la société.

Contrairement à l'innovation, qui doit allier l'ancien et le nouveau dans un dosage savant, la révolution suppose une brisure complète avec l'ancien et, pour autant, l'invention d'une nouvelle langue apte à

¹ Gérald FORTIN, « Langage et développement », *Presqu'Amérique*, 1, 4, janvier-février 1972.

supporter symboliquement et même sémiologiquement l'ordre nouveau.

Les sciences, tant physiques qu'humaines, l'ont très bien compris, elles qui constamment renouvellent leurs stocks et leurs langages théoriques. On sait, par ailleurs, la difficulté d'inventer un langage et une pensée non rationalistes, même pour attaquer le rationalisme.² À ce propos, on peut se demander si la difficulté d'écrire des jeunes d'aujourd'hui (ce qui est vrai partout) vient moins d'un défaut d'apprentissage que de la création latente d'un nouveau langage et d'une nouvelle logique que les adultes arrivent mal à saisir mais qui correspondraient à une nouvelle société en train de se faire.

Mais lorsqu'il s'agit de développement et surtout de révolution, c'est-à-dire de changements volontaires, on ne saurait se contenter des inventions spontanées de nouvelles langues réflexives et symboliques. Il faut inventer volontairement, il faut les créer. Un projet de société implique une réflexion critique sur la société, l'établissement de nouvelles relations, mais aussi, sinon surtout, la création de nouveaux symboles ou d'anciens symboles réinvestis d'un nouveau sens. C'est sur ce dernier point que je veux m'attarder quelque peu.

Alors qu'à la fin des années 1950 et durant les années 1960, on a assisté à un foisonnement de projets, d'utopies, de créations artistiques qui avaient un certain pouvoir de mobilisation peut-être surtout sur la classe moyenne montante, mais aussi sur l'ensemble de la population, la création réflexive et symbolique est particulièrement pauvre au Québec depuis le début des années 1970.

Entre l'inflation, le chômage, la constitution, un référendum raté et les coupures de budget, les projets volent bas. Les symboles qu'on nous sert en témoignent.

Même le projet de la Baie James, qui aurait pu être un symbole important du Québec industriel et énergétique de l'avenir, a d'abord été boudé. Bien sûr on a cherché à le récupérer par la suite, mais il

² Voir : Andrée FORTIN, *Mode de connaissance et organisation sociale*, Les Cahiers du Cédar, Université de Montréal, 1981.

était trop tard. Le projet hydroélectrique est une réalisation importante, il n'est pas devenu un symbole.

La publicité, une des dernières institutions à jouer consciemment avec les symboles, a eu quelques trouvailles : « Le français, je le parle par cœur », « J'ai le goût du Québec ». Mais il s'agit surtout de slogans qu'une trouvaille des publicistes d'Ottawa pourrait nous faire oublier. Plus important encore, la raison d'être de la publicité, *i.e.* la société de consommation, voit son impact symbolique diminuer. Déjà, l'automobile et la maison unifamiliale apparaissent comme des objets de plus en plus inaccessibles : c'étaient pourtant les deux bases de la société de consommation. Restent la bière et les sports pour faire oublier nos malheurs et nos rêves perdus.

Même la chanson, qui un moment semblait devoir nous propulser, s'est de plus en plus privatisée. Sans doute, Félix Leclerc chante encore (de plus en plus) nos frustrations de peuple soumis à des puissances étrangères, surtout américaines ; mais s'il réussit à traduire nos frustrations, il n'en est pas de même des aspirations.

Les Acadiennes parlent de moins en moins de l'Acadie pour parler d'elles-mêmes, alors que Renée Claude nous garde précieusement dans la vie quotidienne de la femme amoureuse.

Georges Dor nous a chanté la Manic, non comme réussite mais dans sa morne réalité du travailleur exilé. Les fêtes nationales et la victoire du P.Q. nous ont appris à « nous parler d'amour » alors qu'un des plus grands succès récents nous confirme que « tout le monde est *stone* ».

La chanson québécoise des années 1970, comme la télévision, comme le roman, nous enferme dans le quotidien de la vie privée, quotidien non critiqué, vécu de façon désespérante dont on ne peut sortir que par la drogue³ ou par l'amour privé. C'est sans doute là une réflexion puissante de l'aliénation croissante du citoyen devant les appareils d'État de plus en plus contrôlants et de moins en moins contrôlables ou contrôlés.

³ Nous sommes en retard de dix/quinze ans sur les Américains et les Anglais.

Ce contrôle de l'État et aussi de l'industrie se fait par toute une série de codes qui ne sont pas à proprement parler des langages mais des réifications des choses et des personnes. Formulaires, fiches informatiques, règlements universels. En plus de ces codes existe cependant un langage, celui de l'ingénieur, de l'économiste et du technocrate en général. Les symboles de base de ce langage sont la rationalité, l'efficacité, la planification, la concentration, la rentabilité, la croissance.

C'est là, peut-être, le seul langage qu'on ait inventé ou plutôt emprunté au Québec depuis dix ou quinze ans. Le discours concurrent que la société industrielle a inventé pour contrebalancer la rationalité, soit la langue de la démocratie, a bien des difficultés à s'installer chez nous. Une raison de ce retard est sans doute le besoin de ré-inventer ce discours pour l'adapter à chaque époque et à chaque société. Car si le langage de la rationalité est relativement universel, celui de la démocratie est particulier à chaque groupe d'hommes selon leur situation et leur tradition.

Cette démocratie symbolique qui dans les années 1960 tentait de se structurer dans l'animation, la participation, les groupes de citoyens, les conseils régionaux, s'est fait récupérer par la rationalité qui l'a bureaucratisée dans les C.R.D., les C.L.S.C., les PIL ⁴, etc. Il y a bien sûr des réactions notoires qui sont elles-mêmes devenues symboles : les Opérations Dignité, Cabano, Tricofil. Ces symboles sont cependant très fragiles, du fait même que leur survie dépend des octrois et du bon vouloir de l'État. Dans certains pays, on laisse paraître des journaux de gauche qui tirent à quelques centaines d'exemplaires pour prouver qu'on y a une presse libre ; ici on peut bien se permettre d'avoir quelques expériences non rationnelles pour prouver qu'on est démocratique.

Un autre avatar de démocratie qui a marqué la fin des années 1970, c'est celui de la décentralisation. Enfin, on allait donner au niveau local un contrôle réel sur son devenir collectif qu'il pourrait définir selon ses valeurs et ses priorités. Plutôt que d'être un projet, cette décentrali-

⁴ C.R.D. : Conseil régional de développement ; C.L.S.C. : Centre local de services communautaires ; PIL : Projet d'initiatives locales.

sation a à peine été un discours vide. Les détenteurs du pouvoir central n'ont pas accepté de déléguer leur pouvoir : à peine ont-ils toléré une déconcentration minimale. Dans d'autres cas, la décentralisation s'est accompagnée d'un contrôle central renforcé (C.L.S.C.). Enfin, ce qui peut être encore plus grave, les agents qui ont profité du peu de décentralisation qui s'est faite (les maires par exemple) sont de plus en plus imprégnés eux-mêmes du langage de la rationalité et non de celui de la démocratie. La décentralisation lorsqu'elle se produit se fait sur le modèle de la centralisation. Ce sont les administrations locales ou régionales qui augmentent leur contrôle bureaucratique et rationnel et non les citoyens.

Mais enfin, la jeune gauche intellectuelle ! Elle est là, elle parle, elle écrit, elle tient des congrès, elle agit et crée des choses. N'est-elle pas en train de créer un langage démocratique ? Oublions sa phase de marxisme mal digéré dont plusieurs sont sortis très désabusés sinon « désenchantés » au sens wébérien. Oublions l'aventure de la recherche-action qui reste encore très valable mais qui est déjà récupérée par les chercheurs de droite.⁵ Ne pensons qu'à son enfant le plus beau : l'autogestion. Il s'agit là d'un effort véritable de réinventer le coopératisme et la démocratie de base. Et il s'agit non seulement d'une invention verbale mais d'une véritable incarnation dans l'action. Des expériences permettent de confronter la théorie et la contingence de la réalité. De nouvelles relations s'y forment, en même temps que les symboles s'affinent.

Dans des oppositions occasionnelles avec le mouvement coopératif institutionnalisé et rationalisé et les appareils d'État, les convictions s'affermissent et le vocabulaire se précise. Des revues paraissent, le langage se diffuse et dépasse le milieu intellectuel restreint.

C'est sans doute là l'espoir le plus fécond de la création d'une langue de la démocratie qui puisse s'opposer efficacement à la langue déjà majoritaire de la rationalité. On pourrait souhaiter cependant que ce verbe s'ouvre à une prise en charge de l'ensemble de la société. Si

⁵ Non seulement le Québec est-il devenu pluraliste, mais les chercheurs et praticiens des sciences sociales le sont devenus aussi. Dans le temps, on disait que c'était un progrès !

le langage québécois de l'autogestion couvre assez bien la réalité des micro-réalisations, il est complètement inadéquat pour fonctionner dans un ensemble social et politique. Si on a dépassé l'anarchie individuelle, on est encore dans l'anarchie des collectifs.

S'agit-il d'un péché de jeunesse ou d'un vice structural du langage ? Seul l'avenir le dira. Mais il ne faudrait pas attendre trop longtemps ; les forces de récupération de la rationalité sont fortes et rapides.

Plusieurs ont dit jadis qu'il fallait inventer un « socialisme d'ici ». Nous en sommes malheureusement encore là. Trouverons-nous enfin les mots pour dire une société qui serait la nôtre mais qui serait surtout une société démocratique du haut jusqu'en bas et dans toutes ses dimensions ?

Gérald FORTIN

*INRS-Urbanisation,
Montréal.*